

## SÉFOR 2013

### Après l'édition de l'an 2000, la Radiodiffusion-Télévision du Burkina Faso (RTB) accueillera le SÉFOR pour la deuxième fois



« **FACE A LA CONCURRENCE, MISER SUR LA PRODUCTION LOCALE** » sera le thème général de ce SÉFOR qui se déroulera à Ouagadougou durant la semaine du 25 novembre.

Outre ce thème général, plusieurs sous-thèmes seront abordés :

1. La production et la coproduction en TV et en Radio ;
2. Le partenariat public/privé ;
3. Étude de cas concrets Radio et TV : audience ;
4. La création radiophonique et les déclinaisons sur le web.

#### TERMES DE REFERENCES DU THEME GENERAL

Radios et télévisions de service public doivent faire face au même défi : face à la concurrence, il leur faut affirmer leur différence. Elles ont besoin de se démarquer de leurs concurrents privés en misant sur des programmes plus élaborés qui répondent à leur cahier des charges et à leur mission de service public. Service public que l'on peut qualifier, entre autres, d'offre de programmes et de contenus audiovisuels de qualité et diversifiés, contribuant au renforcement de la diversité culturelle, à la fois généralistes et spécifiques comprenant notamment des programmes d'information, de développement culturel, d'éducation et de connaissances, de divertissement, de sports, des programmes destinés à la jeunesse. Ceci sans oublier les partenariats autour des œuvres d'auteurs, producteurs, distributeurs, compositeurs et artistes-interprètes.

Plus spécifiquement pour la Radio, il faut assurer le financement de la diversification de ces programmes adaptés aux nouveaux supports. Tout investissement ou financement de la production devra tenir compte du transfert rapide des technologies au Sud vers les radios numériques, la baladodiffusion, etc. Pour l'Afrique par exemple, le temps est à la FM et à la diffusion Web, voir à l'accès à la Radio via son téléphone portable en analogique FM. Avec un développement fulgurant de ces modes en plus de l'arrivée récente d'accès par kiosque audio ou plateforme web avec le téléphone portable. Même si l'énorme quantité de téléphones portables qui circule en Afrique n'est pas homogène en matière de possibilités numériques ou de connectivité internet. Loin s'en faut. Quelques rares récepteurs radios numériques circulent pour la réception directe par satellite.

Faut-il aussi parler de la production de contenus spécifiques en complément du transport en sous porteuse de beaucoup d'autres informations multimédia destinées à la lecture sur les écrans des récepteurs numériques.

Et surtout, réinstaller la Radio, média qui reste dominant au Sud, dans les financements de la communication et de ses contenus. Sans oublier le cas des entités locales, associatives ou communautaires qui, à travers plusieurs études canadiennes, européennes et africaines ont vu mettre en évidence leur apport social, culturel, voire économique surtout dans le monde rural (rôle dans la résolution des conflits locaux, la promotion de la culture locale, des savoirs locaux, de l'éducation et de l'alphabétisation, l'appui au développement de la capacité d'absorption des projets liés à la santé, à la jeunesse, à la prise en charge de leurs destinées par les populations). Donc autant de matière pour la production de contenus locaux avec une ouverture sur le monde.

Quant aux télévisions, beaucoup de plateformes se développent, mais c'est surtout avec la généralisation prochaine de la diffusion numérique terrestre, qu'elles devront faire face à une concurrence de plus en plus forte et diversifiée. Dans ce nouveau paysage audiovisuel, les chaînes publiques ne pourront résister ou progresser que si elles rétablissent ou renforcent leur image et surtout leur identité de « chaînes nationales ». Cette consolidation devra passer logiquement par une augmentation de la part des productions locales dans les grilles de programmes, le terme « local » étant entendu au sens large (programmes nationaux ou de pays voisins, culturellement proches, par opposition aux programmes importés venus d'autres zones linguistiques ou d'autres continents). Les téléspectateurs ne resteront fidèles à leur chaîne nationale que si elle leur ressemble.

Une autre des réponses à ce futur besoin volumineux de contenus avec les réseaux numériques terrestres ou non (comme la TNT pour l'horizon 2015 pour l'Afrique) sera aussi d'exploiter le patrimoine audiovisuel existant, par exemple par sa numérisation qui va l'adapter à ces nouveaux réseaux et donner une nouvelle vie à ces œuvres, la production sur archives ou la réutilisation de programmes de qualité via, entre autres, le sous-titrage en français pour bénéficier de la production en langues locales. Mais tout cela suppose de produire et/ou d'avoir produit.

*(Suite page 3)*

---

## MEMBRES

### ARCHIVAGE NUMERIQUE

Dans le cadre de la reconstitution du fonds d'archives de la RTI (Côte d'Ivoire), le CIRTEF a remis à cet organisme membre, en juin 2013 et sur disque dur, une sélection de 38 documentaires numérisés et indexés avec notre logiciel de sauvegarde AIMÉ.

Ces programmes couvrant la période 1995-2012 et se composant de 31 coproductions avec la RTI dans 16 collections harmonisées du CIRTEF, de 3 productions propres du CIRTEF sur la Côte d'Ivoire et 4 documentaires unitaires de la RTI soutenus par le fonds télévision du CIRTEF.

Le travail de recherche dans notre fonds d'archives, de collecte, de numérisation et d'indexation a été mené au Centre du CIRTEF de Cotonou sous la conduite d'un volontaire de la Francophonie mis à notre disposition par l'OIF qui soutient notre programme de sauvegarde, de numérisation et de circulation du patrimoine audiovisuel.

## LA VIE DES CENTRES DU CIRTEF

### Chronique de Cotonou

Juin et de juillet, mois des examens et des proclamations des résultats au Bénin.

Pour ceux-là qui ont décroché le premier diplôme universitaire, c'est une autre bataille qui commence pour affronter les études universitaires.

Hasard du calendrier ou simple coïncidence, un atelier de visionnement des maquettes, s'est déroulé au CRPF-CIRTEF de Cotonou sur la série FORMATION EN AFRIQUE : LE DEFI DES UNIVERSITES et ceci sous la direction du coordonnateur Modeste HOUNGBEDJI.



Ainsi six télévisions francophones des services publics du Bénin, du Burkina Faso, de la Centrafrique, du Mali, du Niger et du Sénégal ont pris part à ce rendez-vous du mardi 25 juin au mercredi 03 juillet en vue de se conformer à l'esprit de production des séries harmonisées du CIRTEF.

Au terme de cet atelier, sortiront, après la postproduction, 6 films documentaires, parlant de la sécurité au niveau des campus, de l'état des recherches, de la débrouillardise de certains étudiants à exercer de petits métiers pour subvenir à leur formation et de ce que la littérature, la poésie et les arts apportent à l'épanouissement de l'Homme.

Il est à noter à cet atelier, la participation à la cérémonie d'ouverture du directeur général de l'ORTB, Stéphane TODOME. Le DG ORTB s'est adressé aux participants en remerciant le CIRTEF pour l'opportunité donnée aux réalisateurs des chaînes de télévisions nationales de participer à des séries harmonisées et en les exhortant à l'assiduité afin d'avoir de bonnes productions pour les grilles de programmes des chaînes de télévisions de services publiques.

C'est la période des congés annuels, des petits plats ont été mis dans les grands pour finaliser les différentes

cours. Ainsi, le portrait du peintre ABAYI (26 minutes) et d'autres petits sujets sont en cours de finition.

S'agissant de l'archivage, le volontaire de l'OIF, Amegounde SEHONOU, et son assistant Joseph AGUETON, ont livré 90 DVD renfermant plus d'une cinquantaine d'émissions numérisées et archivées pour le compte du CIRTEF-Bruxelles et l'OIF.

Une nouvelle chaîne de Télévision du service public, ORTB/2, émettra le 01 Août 2013, jour de la fête nationale du Bénin. A cet effet le DG ORTB, a émis les vœux d'une coproduction avec le CRPF-CIRTEF Cotonou. Nous souhaitons la bienvenue et bon vent à l'ORTB/2 dans le paysage audiovisuel du Bénin.

Nouvelle chaîne et changement à la tête de l'équipe dirigeante de l'ORTB, la secrétaire générale madame Philomène ABOUDOU cède son fauteuil au jeune KOUGBADJI Jacques et à la direction de la radio, madame Pascaline ANANI vient remplacer Christian DE SOUZA.

*(Anselme Awannou)*

## FORMATION

### Atelier international sur la scénarisation et la réalisation du documentaire TV

Cet Atelier s'est tenu du 25 juin au 3 juillet à Ouagadougou sous l'œil attentif du formateur Guido WELKENHUYSEN.

#### Le contexte

La Radiodiffusion Télévision du Burkina (RTB) dans sa politique de production a souhaité « renforcer les capacités de ses réalisateurs en vue d'impulser une nouvelle dynamique à la production d'œuvres télévisuelles qui répondent aux normes et aux exigences des diffuseurs internationaux ».

Ce renforcement des capacités permettra d'accompagner de jeunes réalisateurs des nouvelles stations régionales pour produire des contenus de qualité afin d'alimenter les grilles de programmes, mais aussi d'instaurer au sein de la chaîne une culture de la formation qui devient une exigence dans un contexte

technique et technologique en constante évolution.

Le CIRTEF dans son rôle de soutien aux membres à travers la coopération et la formation du personnel a tenu à accompagner cette initiative en associant l'office de Radiodiffusion Télévision du Niger (ORTN) et la Radiodiffusion Télévision du Sénégal (RTS). Il veut ainsi promouvoir le développement des stations régionales de télévisions chez ses membres, et encourager la production locale et de proximité.



#### Les participants

L'atelier a regroupé une vingtaine de participants de la RTB, de l'ORTN et de la RTS. Il s'agit de 16 jeunes réalisateurs pour la formation en scénarisation et 3 réalisateurs pour la formation des formateurs

## NOMINATIONS

#### TVM (Mauritanie)

Madame Khira mint Cheikhani a été nommée au poste de Directrice générale.

#### ORINFOR (Rwanda)

Monsieur Arthur ASIIMWE a été nommé Directeur général.

#### RADIO-CANADA

On annonce la nomination de Robert NADEAU au poste de directeur de la programmation nationale de la Première Chaîne de Radio-Canada. M. Nadeau sera responsable des émissions d'actualité et d'affaires publiques nationales, il assurera la cohésion et le développement de l'offre nationale de la Première Chaîne. Sa nomination sera en vigueur dès la mi-août.

#### ORTB (Bénin)

M. Jacques KOUGBADJI succède à Mme Philomène ABOUDOU en tant que Secrétaire général et Mme Pascaline ANANI prend en charge la fonction de Directrice de la Radio, succédant ainsi à M. Christian DOSOUZA

## TERMES DE REFERENCES DU THEME GENERAL (SUITE)

---

### Donc déjà un défi de la production.

Ce thème a déjà été abordé sous divers angles, il s'agit cette fois d'avoir une approche structurante qui fasse déboucher sur un renforcement de capacités, de politiques de production et de coproduction et de réalisations concrètes.

Il serait hasardeux d'oser un modèle unique de renforcement de la production, car les situations sont diverses, sans oublier de rappeler que les organismes produisent chaque jour dans des conditions difficiles selon des schémas qui leur sont propres en fonction de leurs moyens.

Cela peut constituer un plus de savoir produire malgré des situations matérielles et financières peu favorables.

L'environnement juridique et économique aussi a une grande importance pour le développement de la production.

Enfin, n'oublions pas qu'à la base, il y a les hommes pour la création et pour la fabrication. Ainsi pour orienter les partenariats multilatéraux et les programmes de coopération il faut aussi identifier et exprimer les besoins en termes de formation et de renforcement de capacité.

Et que chacun apporte les bonnes réponses aux questions qui se posent.

Déjà **que produire et/ou pourquoi** ? Sans oublier : produisons nous et pourquoi ?

Ensuite **Comment et avec** quels moyens produire ?

Et en préalable, **existe-t-il un budget de production** ou une ligne de financement de la production dans le budget général? Pour un organisme donné, le budget général devrait indiquer le coût des grilles, dont la part de production (si le budget de production existe et est bien identifié) !

Alors dans ce cas, quelles **productions sont financées par ce budget** ?

Quelle **ligne éditoriale** en est déduite ? Ou inversement ?

Quelles **sources de financement** pour cette ligne éditoriale ?

Répondre positivement à plus d'une de ces questions suppose d'avoir une politique de production avec une ligne éditoriale et un budget de production.

Et si elle n'existe pas, pour établir une telle politique, l'on peut opter pour l'expression de la diversité culturelle et pour l'effet miroir. En fait, l'on devra probablement allier harmonieusement les deux.

Les réponses ne sont pas les mêmes pour la Radio et pour la Télévision. Mais la nécessité de productions locales est la même car, le besoin énorme en contenus des systèmes de l'Information, l'accessibilité quasi mondiale à certains de ces moyens de communication, les techniques de multidiffusion et surtout la multiplication des canaux créent des besoins, donc des appels à production. Privilégiant la production de programmes de stocks. La Francophonie (OIF) s'est beaucoup investie pour l'avènement de la convention pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles qui donne des droits, mais il s'agit aujourd'hui d'amener les pays francophones du Sud à réaffirmer leur politique culturelle et de développement des industries culturelles ; donc de la production audiovisuelle, en particulier.

Ainsi, l'équilibre entre l'acceptation de la mondialisation et la recherche légitime d'identité est un des plus grands défis culturels de notre époque. Chacun voulant que le reflet de son identité soit porteur de sens et puisse **tous** nous atteindre.

**Ainsi le défi est surtout de mettre à l'antenne davantage de**

**programmes locaux**, ce qui est à la fois plus facile et plus difficile que par le passé. En effet, même si leur capacité à produire en interne reste stable, les télévisions membres du CIRTEF peuvent de plus en plus se procurer aussi certains des programmes dont elles ont besoin auprès du secteur de la production indépendante, qui ne cesse de se développer. Les coproductions avec des partenaires de ce secteur ou les achats de programmes auprès de ces mêmes partenaires deviennent plus faciles. Mais, dans le même temps, la tentation de recourir à des productions importées est encore plus forte car on assiste à une mondialisation de l'offre de programmes de stock (fictions [1], documentaires, animation).

Le défi de l'augmentation de la part des contenus locaux soulève de nombreuses questions :

### CONCERNANT LES OBJECTIFS

- **Comment mesurer l'audience de ces programmes ?** (ils ont potentiellement plus d'impact que les programmes importés, encore faut-il pouvoir le démontrer aux annonceurs) ; Est-il souhaitable de mettre en place et de financer (par un fonds commun ou un fonds d'aide, national ou régional) les outils d'étude des publics et de la réception, de mesure des audiences, d'identification des besoins et des attentes ?
- **Comment orienter la production locale dans le sens souhaité par les télévisions** (par des coproductions, par la mise en place de véritables politiques d'achats ? Par des suggestions aux distributeurs ?)
- **Comment accompagner une amélioration de la qualité** (par une coopération régionale entre télévisions publiques ? Par des coproductions Sud-Sud et Nord-Sud ?)

### CONCERNANT LES METHODES D'INTERVENTION

- **Quels modèles financiers et quelles alliances pour quels bénéfiques ?**
- **Quel rôle pour les partenaires multilatéraux ?** Notamment, quel bilan pouvons-nous en faire et quelle orientation donner aux fonds et programmes internationaux de soutien à la production locale ?
- **Comment avoir des critères objectifs** pour renforcer le financement de la production locale :
  - en justifiant des financements publics
  - en présentant des projets bancables
  - ou en faisant appel à du financement privé ?
- **Comment organiser les règles de l'économie des médias pour réguler le fonctionnement de l'existant mais aussi pour permettre l'arrivée harmonieuse de nouveaux projets ?**

Le recours accru aux productions locales est en cours. On observe en effet une évolution dans ce sens dans plusieurs pays. Il y a donc déjà des expériences à échanger et des leçons à tirer. Ceci en répondant aux questions, mais aussi en étudiant des cas pratiques, quand les données sont disponibles, pour la Radio et pour la Télévision. Sans oublier que « *L'universel, c'est le local moins les murs* » [2]

---

[1] Sur le marché des séries, feuilletons et téléromans, longtemps réservé au trio Brésil-Mexique-Etats-Unis, de nouveaux acteurs latino-américains sont apparus ces dernières années (Venezuela, Colombie, Chili), tandis que l'Asie (Inde, Philippines, en attendant la Chine) et l'Afrique anglophone (Afrique du sud, Nigeria, Kenya) faisaient une entrée en force.

[2] Radio Canada vise cette citation de Miguel Torga en parlant de *local/régional*.